

JUN 21 1996

NATIONS UNIES

COLLECTION



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

2465^e

SÉANCE : 12 AOÛT 1983

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2465).....	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 2 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15902).....	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2465^e SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 12 août 1983, à 10 h 30.

Président : M. Luc de La Barre
de NANTEUIL (France).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2465)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 2 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15902).

La séance est ouverte à 11 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 2 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15902)

1. Le PRÉSIDENT : Conformément aux décisions prises lors des séances précédentes consacrées à l'examen de ce point de l'ordre du jour [2462^e et 2463^e séances], j'invite le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération du Tchad et le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne à prendre place à la table du Conseil; j'invite les représentants de la Côte d'Ivoire, de l'Egypte, du Liberia, de la République islamique d'Iran, et du Soudan à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du président, M. Korom Ahmed (Tchad) et M. Burwin (Jamahiriya arabe libyenne) prennent place à la table du Conseil; M. Essy (Côte d'Ivoire), M. Khalil (Egypte), M. Kofa (Libéria), M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran) et M. Elfaki (Soudan) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants du Bénin, de la Guinée, du Kenya, du Niger et de la Répu-

blique-unie du Cameroun des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Soglo (Bénin), M. Kaba (Guinée), M. Okeyo (Kenya), M. Oumarou (Niger) et M. Towo Atangana (République-unie du Cameroun) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT : Le premier orateur est le représentant du Libéria. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

4. M. KOFA (Libéria) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, ma délégation souhaite vous féliciter très cordialement de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Je voudrais également vous dire, ainsi qu'aux membres du Conseil, combien la délégation du Libéria vous sait gré d'avoir fait droit à notre demande d'être entendus au Conseil pendant l'examen de la situation au Tchad. C'est pour moi une source d'immense satisfaction que de le faire sous la présidence d'un diplomate si estimé, qui représente un pays connu en tant que ferme défenseur des buts et des principes des Nations Unies, pays avec lequel mon gouvernement a les relations les plus cordiales et les plus amicales.

5. En ce moment, les tensions et les frustrations internationales sont très vives en raison de l'incertitude qui règne en certains endroits. Le grondement des chars, le bruit menaçant d'avions militaires d'invasion et la présence de quelque 2 000 soldats libyens au Tchad ont détruit la paix de cette petite nation non alignée. En acceptant de procéder à ce débat, le Conseil s'est montré à la hauteur des responsabilités qui lui reviennent de par la Charte des Nations Unies et s'est acquis la reconnaissance de tous les Etats, surtout des petits Etats et de ceux qui font parti du mouvement des pays non alignés.

6. La présente réunion du Conseil a pour sombre toile de fond la politique expansionniste de la Libye qui cherche à placer le Tchad, Etat africain frère, dans sa sphère d'influence en Afrique, ce qui a causé la mort de civils innocents et la destruction aveugle de biens

précieux. Les tentatives entreprises par ce pays pour imposer sa volonté politique à un peuple souverain et sa politique d'agression extérieure contre les Etats voisins ont atteint des proportions si vastes que la paix et la sécurité internationales s'en trouvent menacées de manière imminente. Cette menace constante aux autres Etats ne peut être tolérée et le Conseil doit s'y consacrer avec énergie. Mon gouvernement voit dans la situation qui se détériore au Tchad une violation flagrante de l'intégrité territoriale du pays et c'est avec regret qu'il voit l'intensification de l'intervention de la Libye et l'escalade des combats dans cette nation africaine sœur.

7. Le principe fondamental du droit international qui lie tous les membres de la communauté internationale est le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats. Voilà pourquoi les membres de la communauté des nations et, à plus forte raison, ceux qui appartiennent à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont l'obligation de défendre ce principe sacré et de contribuer au règlement pacifique du conflit tchadien en préservant la souveraineté et l'intégrité territoriale du Tchad.

8. Le gouvernement du président Hissein Habré ayant été reconnu par l'Organisation des Nations Unies, l'OUA et le mouvement des pays non alignés, tous les membres sont tenus de donner un soutien sans mélange à ce gouvernement à l'heure où il en a le plus besoin.

9. Voilà pourquoi le Libéria réproue les tentatives de quelque Etat que ce soit visant à ébranler la sécurité du Gouvernement tchadien, à compromettre la souveraineté du Tchad et à imposer la politique de cet Etat au peuple tchadien. Nous demandons que la paix soit restaurée au Tchad à tout prix et que toutes les forces étrangères qui n'y ont pas été invitées soient retirées immédiatement et sans condition de ce pays africain troublé.

10. La communauté internationale ne peut plus se montrer indifférente à l'égard de tous les crimes inhumains perpétrés par le Gouvernement libyen. Nous ne pouvons non plus rester les spectateurs silencieux des épreuves et des traumatismes sans fin que subit le peuple du Tchad. Au nom de ce peuple, dont les droits et la paix précieuse ont été foulés aux pieds et dont la terre a été dévastée, l'agresseur doit être appelé à répondre de ses actes devant la communauté internationale. La menace brutale à laquelle est actuellement exposée la paix, précipitée par la politique d'hégémonie de la Libye, est totalement inadmissible et indigne d'un Etat moderne. Voilà pourquoi, si le Conseil n'agit pas de façon ferme et décisive, non seulement il encouragera la Libye à intensifier son agression contre le Tchad mais il augmentera ainsi le risque de voir le conflit actuel se propager et acquérir des proportions plus vastes. Ma délégation demande donc au Conseil d'agir d'urgence, avec toute l'autorité dont il dispose et toutes les ressources qui sont les siennes, afin de prendre des mesu-

res efficaces et concrètes qui permettent de faire cesser les hostilités et d'assurer le retrait des forces libyennes du Tchad.

11. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : La délégation soviétique juge indispensable, à l'étape actuelle, de faire connaître ses vues sur la question inscrite à l'ordre du jour. En fait, il s'agit de la question de l'aggravation sérieuse intervenue récemment dans la situation autour du Tchad, pays situé au centre du continent africain. Comme chacun sait, dans le conflit armé qui oppose des factions politiques dans ce pays, il y a ingérence de plus en plus flagrante de certains gouvernements membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

12. Les formes cyniques et l'ampleur croissante de cette intervention impérialiste au Tchad sautent aux yeux aujourd'hui de tous les spectateurs non prévenus. Entre Paris et la capitale du Tchad, N'Djamena, il y a une sorte de pont aérien et par ce pont, dans des proportions toujours plus grandes, on voit passer des armes modernes et des équipements militaires techniquement avancés. Le coût à ce jour se monte déjà à 40 millions de dollars. Dans cette escalade de l'intervention militaire étrangère au Tchad, il y a une nouvelle étape : la décision d'envoyer sans retard dans le pays 500 parachutistes français.

13. Par ailleurs, les avions militaires américains permettent d'expédier au Tchad de nouveaux contingents de mercenaires et de forces armées régulières des éléments d'intervention étrangers. Avec les conseillers militaires américains, on voit grossir le flot des armes américaines, dont le coût total dépasse déjà 25 millions de dollars.

14. Enfin, les puissances occidentales s'efforcent d'entraîner dans le conflit certains pays africains, utilisant à cette fin tous les leviers, tous les moyens de pression dont ces puissances disposent. Ainsi, l'ingérence des forces impérialistes dans les événements du Tchad acquiert un caractère de plus en plus ample et dangereux. Le peuple tchadien assiste à des tentatives manifestes de lui imposer un régime néo-colonialiste. Les puissances impérialistes cherchent ainsi à faire du territoire de cet Etat souverain un nouveau bastion de l'impérialisme sur le continent africain. Il est maintenant tout à fait évident que le conflit interne de ce pays africain se prête à des tentatives répondant à des desseins et à des buts politiques à longue portée dirigés, dans l'ensemble, contre les peuples d'Afrique.

15. Voilà précisément pourquoi certaines puissances occidentales ignorent avec cynisme la position adoptée par l'OUA à l'égard des événements au Tchad et dans la région. On sait qu'à la mi-juillet, le Bureau de la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a adopté un communiqué spécial. Ce communiqué contenait un appel adressé à tous les Etats africains et non africains leur demandant

de s'abstenir de toute ingérence, directe ou indirecte, qui pourrait aggraver la situation au Tchad. Cependant, malgré cet appel de l'OUA, l'ingérence des Etats-Unis, de la France et de certains autres pays dans les événements intérieurs du Tchad persiste et s'intensifie même.

16. Cette ingérence impérialiste de plus en plus marquée dans les affaires intérieures du Tchad est dissimulée sans vergogne derrière une campagne de propagande bruyante contre la Libye. Sous le couvert de la diversion créée par les tambours de la propagande, on s'efforce d'élargir l'expédition punitive des colonialistes au Tchad et en Libye.

17. Appelons les choses par leur nom. La participation militaire de diverses puissances occidentales dans les affaires du Tchad et les actes de provocation dirigés contre la Libye constituent une ligne fort dangereuse que suivent les forces impérialistes et il s'agit, en fait, de tentatives entreprises par l'Occident de revenir à des temps révolus, au siècle dernier, lorsque les colonialistes estimaient tout à fait normal d'envoyer leurs troupes en Afrique, d'y mettre en place leurs fantoches et, d'une manière générale, de découper et de refaçonner le continent africain à leur guise.

18. Pas plus tard qu'hier, le Président des Etats-Unis, s'entretenant avec des journalistes, a fourni un échantillon qui montre la manière de penser qu'ont aujourd'hui certains milieux occidentaux. A propos du Tchad, il a littéralement dit : "Ce n'est pas notre principale sphère d'influence; c'est la principale sphère d'influence de la France." Mais ces considérations constituent un défi direct lancé à tous les pays non alignés qui ont déclaré plus d'une fois qu'ils rejetaient totalement la théorie impérialiste visant à découper le tiers monde en sphères d'influence.

19. L'Union soviétique condamne résolument l'escalade de l'ingérence impérialiste dans les affaires intérieures du Tchad. Il s'agit d'actes illégaux. Il s'agit d'actes qui menacent la paix et la sécurité internationales. L'Union soviétique appuie entièrement les efforts entrepris par l'OUA afin de trouver un règlement pacifique à la situation dans le pays. L'Union soviétique exige qu'il soit immédiatement mis fin aux actes d'intervention entrepris au détriment de l'unité nationale de la République du Tchad, au détriment de la paix en Afrique et dans le monde entier. Ces actes, de même que les visées d'hégémonie constituent une contradiction criante avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et d'autres documents et actes internationaux qui portent la signature tant des Etats-Unis que de la France.

20. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Guinée. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

21. M. KABA (Guinée) : Monsieur le Président, je suis heureux de vous féliciter pour votre accession à la

présidence pour le mois d'août. Je suis convaincu que grâce à vos longues années de brillante carrière diplomatique, votre expérience dans la conduite des affaires internationales et vos qualités personnelles, les débats sur ce douloureux problème, la situation au Tchad, combleront enfin les légitimes espoirs de paix et de sécurité sur l'ensemble de ce pays déchiré par plus de 17 ans de guerre fratricide. En tout cas, le peuple tchadien et tous les peuples d'Afrique ainsi que les forces éprises de paix et de justice de par le monde sont à l'écoute et suivent les délibérations de ce temple mondial chargé de préserver la paix et la sécurité internationales. C'est dire combien sont importantes les responsabilités que vous assumez en ce moment particulièrement chaud de l'histoire africaine.

22. Vous permettrez également que, par votre entremise, ma délégation exprime sa reconnaissance à M. Ling Qing, représentant de la République populaire de Chine, pour la façon remarquable avec laquelle il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois de juillet.

23. Je remercie également l'ensemble des membres du Conseil de m'avoir donné l'occasion d'apporter la contribution de mon pays au présent débat en m'invitant à prendre la parole.

24. Le 14 octobre 1982, dans son intervention au cours du débat général à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session, le chef de la délégation guinéenne, M. Abdoulaye Touré, Ministre des affaires étrangères de mon pays, faisait remarquer avec un certain optimisme qu'au Tchad il était enfin heureux de constater qu'il y avait l'amorce d'une clarification intérieure qui pourrait conduire vers une stabilité politique et le renforcement de l'unité nationale. A cette occasion et du haut de la tribune de l'Assemblée générale, il lançait un appel vibrant à toutes les bonnes volontés pour soutenir les efforts du Conseil d'Etat d'alors de la République du Tchad afin de parachever l'œuvre de réconciliation nationale¹.

25. Si, à ce moment-là, nous avions salué cette amorce de reprise d'une ville normale au Tchad, voilà que déjà, au mois de janvier 1983, reprenaient dans ce pays martyr les hostilités qui cette fois ont pris des proportions encore plus inquiétantes.

26. C'est ainsi que le responsable suprême de la révolution, le président Ahmed Sékou Touré, lors de la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Addis-Abeba en juin, invitait l'OUA à prendre ses responsabilités historiques et affirmait alors que l'OUA était la fierté de l'Afrique et qu'en dehors d'elle les Etats africains, individuellement ou collectivement, seraient amputés de leurs moyens de lutte.

27. J'ose ici réaffirmer que la Guinée n'a jamais hésité à appuyer les causes justes. Et chaque fois qu'il s'agit de défendre des causes justes partout dans le monde, en particulier en Afrique, la Guinée ne vient pas pour

polémiquer, encore moins pour opposer les uns aux autres ou pour invectiver. Notre souhait de toujours est qu'ensemble la communauté internationale dépasse et transcende ce qui la divise aux fins d'incarner les intérêts supérieurs de nos peuples et de procéder à la recherche de solutions heureuses aux problèmes qui se posent à nos nations.

28. Au mois de juin, quand la guerre a pris des allures de remise en cause de l'existence même du Tchad en tant qu'Etat, le Président en exercice de l'OUA, en accord avec ses pairs, a convoqué une réunion du Bureau de l'OUA, qui a eu lieu à Addis-Abeba du 15 au 16 juillet. A cette réunion également, la Guinée, par la voix de son guide, le président Ahmed Sékou Touré, a réaffirmé sa position sur le douloureux problème tchadien en rappelant que bien que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa dix-neuvième session, ait adopté à l'unanimité des résolutions vigoureuses sur le Tchad, il n'en demeurerait pas moins que le conflit dans ce pays avait plusieurs dimensions, dont notamment une dimension politique qui vient des alliances des uns et des autres avec telle ou telle puissance extérieure.

29. Si le Conseil ne peut aborder et résoudre tous les problèmes du Tchad, aspect par aspect, ma délégation pense qu'il est cependant tenu de se référer à la Charte des Nations Unies qui fait sa force et qui demeure la seule force légale de la communauté internationale.

30. S'il est un fait qui ne peut souffrir de contestation, c'est la souveraineté à laquelle le Tchad a accédé depuis 1960.

31. Par la voix la plus autorisée de mon pays, celle du président Ahmed Sékou Touré, la Guinée a fait observer à Addis-Abeba, en juillet dernier :

"Il est aussi interdit dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine que dans un pays de l'OUA se constitue une force de déstabilisation d'un pays membre de l'OUA."

Mais le responsable suprême de la révolution précisait :

"Le principe n'est pas valable pour les mouvements de libération nationale parce que ces mouvements sont opposés directement à l'impérialisme, et la mission des Etats indépendants d'Afrique est de soutenir les mouvements de libération nationale. Mais quand il s'agit de la lutte politique en faveur de tel ou tel, aucun Etat africain n'a le droit d'abriter un groupe d'hommes qui s'arment en vue d'attaquer un autre Etat membre indépendant."

32. Ce n'est un secret pour personne que l'OUA a déjà constitué sur le problème du Tchad plusieurs comités permanents, à savoir un comité *ad hoc* pour résoudre le conflit entre Tchadiens et un deuxième comité pour le règlement du conflit frontalier entre le Tchad et la Libye.

33. La Guinée non seulement adhère à tous les appels pour une réconciliation nationale mais les fait siens.

34. J'ai ici la mission expresse de mon gouvernement d'exprimer devant le Conseil la préoccupation de mon pays devant l'aggravation de la situation au Tchad, et nous sommes déterminés à joindre nos efforts à ceux de la communauté internationale pour que les mesures les plus énergiques soient prises en vue de la cessation immédiate des hostilités au Tchad.

35. Cependant, nous estimons qu'il est impérieux de tenir compte d'un fait essentiel, à savoir qu'il n'y a pas deux gouvernements au Tchad, il y a un seul gouvernement, celui formé par M. Hisssein Habré. La Guinée estime par conséquent que dire à un dirigeant ayant constitué un gouvernement légal de baisser les armes alors qu'il est en train de reconquérir l'ensemble du territoire de son pays est inadmissible.

36. C'est pourquoi la Guinée souhaiterait que le présent débat du Conseil aboutisse à des conclusions qui expriment la volonté du peuple tchadien et de l'Afrique tout entière de voir s'arrêter cette guerre, de mettre fin à toutes interventions étrangères.

37. Je terminerai ma brève intervention en insistant au nom de mon pays sur la méthode d'approche le moment venu pour les membres du Conseil de délibérer. La Guinée souhaite ardemment que le Conseil, à l'issue du présent débat, fasse bonne œuvre en ne mettant pas à égalité un gouvernement avec ceux qui violent la légalité du pays.

38. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant du Niger, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

39. M. OUMAROU (Niger) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir autorisé ma délégation à prendre part à ce débat. Merci aussi aux membres du Conseil dont nous louons l'assiduité au travail et la grande disponibilité face aux événements qui agitent le monde, tantôt sur tel continent, tantôt sur tel autre, mais toujours avec les mêmes germes d'angoisse et les mêmes risques de graves prolongements.

40. Félicitations donc à M. Ling Qing, de la Chine, qui a remarquablement présidé le Conseil pendant le mois de juillet et dont le tact diplomatique, la perspicacité et la courtoise fermeté ont été largement appréciés de tous.

41. Félicitations à vous aussi, Monsieur le Président, vous qui aviez, dès le premier jour de vos délicates fonctions, hérité d'un brûlant dossier sur la question du Moyen-Orient et qui deviez réussir, avec bonheur et brio, à faire en l'occurrence la démarcation nécessaire entre les règles et les passions.

42. Or, vous voici encore saisi d'une nouvelle affaire qui préoccupe l'Afrique et la communauté internatio-

nale tout entière et où, il n'est pas inutile de le dire, la sensibilité française est particulièrement vive parce que des plus légitimes. Nul doute qu'avec les qualités qui vous distinguent, vous orienterez, là encore, le Conseil sur la voie de la sagesse, de la rigueur et de la responsabilité. Et c'est l'occasion pour moi de redire combien mon pays, le Niger, se félicite des liens privilégiés, à la fois multiformes et anciens, qui l'unissent à la République française, liens d'autant plus exemplaires et appréciés qu'ils s'affermissent dans le respect mutuel, dans l'observance des bonnes règles et dans une bien fructueuse et bénéfique coopération.

43. C'est en avril de cette année que le Conseil fut amené à parler pour la dernière fois du Tchad [2430^e séance] dont la coexistence semblait particulièrement difficile avec son voisin du nord; j'ai nommé la Libye. Il s'agissait alors d'une très épineuse question de frontière, et le Conseil, dans sa sagesse, trouva les mots qu'il fallait pour apaiser ce qui apparaissait déjà à tous comme les prémices d'une dangereuse tempête. Il indiquait notamment un bon cadre pour rétablir la sérénité dans les relations entre les deux pays, incitant solennellement ces derniers au dialogue pour le règlement du différend. Il prescrivait aussi le recours à l'OUA pour restaurer l'entente entre eux, sur la base des principes sacrés du respect par chacun de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'autre [voir S/15688].

44. Depuis, quatre mois se sont écoulés, et il n'est objectivement nul besoin de dire aujourd'hui que non seulement les choses ne se sont point arrangées entre ces deux pays voisins mais que notre réunion de ce jour consacre malheureusement ce qu'il faut bien considérer comme le paroxysme de la détérioration de leurs relations. La suspicion a fait place aux rancœurs, et le dialogue y a fait place à l'affrontement.

45. Au Niger, nous sommes évidemment particulièrement attentifs à tout cela, et nous avons en ce moment comme de très gros frissons à voir notre région servir de théâtre à des troubles dont nous pensions vraiment qu'elle serait à jamais à l'abri. Et parce que, dans ces événements, la gravité des accusations est à rapprocher de l'ampleur des moyens mis en œuvre et des dégâts quotidiennement enregistrés, nous sommes bien obligés de tenir pour tangible que les combats qui se déroulent actuellement au Tchad sortent largement du cadre strict d'une banale rébellion intérieure. Car si le frère Goukouni Weddey à qui, je tiens aujourd'hui à le souligner, le Niger apporta activement, en son temps, un appui fraternel et désintéressé afin de l'aider à réaliser la réconciliation nationale chère à tous les Tchadiens, avait des ressources, ou seulement des potentialités de ressources, pour se procurer en quelques mois une escadrille de guerre, des chars et des blindés, des orgues de Staline, des canons et des bombes de toutes sortes, ainsi que tout le personnel lancé depuis quelques jours à la reconquête de Faya-Largeau, il n'aurait certainement pas abandonné N'Djamena en juin 1982, dans les conditions que l'on sait, et le Tchad

serait rapidement sorti, en tout cas bien avant juin 1982, de la liste hélas trop longue des pays les plus pauvres, et les moins avancés.

46. Comme hier celle de M. Goukouni Weddey, la légitimité de M. Hissein Habré à la tête de l'Etat tchadien est pour nous aujourd'hui indéniable. Et c'est au nom de cette légitimité reconnue et respectée par tous les Etats de la réunion franco-africaine, par l'OUA, par l'Organisation de la Conférence islamique et par le mouvement des pays non alignés que son combat d'aujourd'hui est le combat de tous les peuples attachés aux règles et conventions internationales pour la sauvegarde d'une coexistence pacifique et fructueuse entre les nations. Il ne s'agit pas d'aimer ou de ne pas aimer M. Hissein Habré, il s'agit de défendre, tous ensemble, un certain ordre de choses qui fait qu'aujourd'hui le monde est monde et qui veut que la paix et la quiétude d'aucun pays ne soient laissées à la merci de l'humeur de ses voisins. L'ère de la loi de la jungle et des conquêtes impériales est aujourd'hui révolue. C'est ce que proclame en tout cas la Charte des Nations Unies, et c'est ce qui justifie notre présence ici.

47. On ne peut donc que conclure, en le déplorant, que dans l'affaire qui nous occupe, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République du Tchad ont été violées, et qu'il y a là une tentative délibérée de frustrer le peuple tchadien de la possibilité de se doter un jour du gouvernement et des institutions de son choix. Et il faut même ajouter, au demeurant, que la pénétration armée sur le territoire du Tchad, dans son principe comme ses manifestations, perturbe gravement la paix et la stabilité dans notre région, au point de constituer un inadmissible précédent en Afrique où, pourtant, le gros de nos efforts devrait plutôt porter sur la consolidation de l'indépendance de notre continent, l'organisation de notre solidarité et une lutte féroce contre tout ce qui entrave la liberté, la dignité et l'épanouissement harmonieux de l'homme africain.

48. Et maintenant, pour répondre à ceux qui voient partout les tentacules venimeux de l'hydre impérialiste, je dirai simplement que c'est en évitant les zizanies et les conflits ouverts ou larvés entre ses Etats que l'Afrique barrera efficacement la route aux interventions étrangères. L'Afrique aux africains, d'accord. Mais cela ne veut pas dire que les Africains doivent impunément se manger entre eux. Ici comme ailleurs l'agression appelle toujours une contre-offensive et quiconque est menacé dans son droit, dans un conflit qu'il n'a pas provoqué, doit pouvoir compter sur ses amis, voire sur toutes mains généreuses promptes à lui apporter une assistance salutaire. C'est un dicton de chez nous qui dit que "lorsque vous voyez la souris courir vers des flammes, c'est que ce qui la poursuit est plus chaud que le feu". Je le livre à la méditation, tout en exhortant le Conseil à faire en sorte que le Tchad retrouve son intégrité territoriale et la paix, afin que ses laborieuses et innocentes populations recommencent rapidement à vaquer aux occupations qui leur procurent la pitance nécessaire à leur déjà très difficile survie.

49. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant du Bénin. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

50. M. SOGLO (Bénin) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous dire toute la satisfaction que la délégation béninoise éprouve à vous voir présider les travaux du Conseil. Nul mieux que vous n'est qualifié pour le faire, au moment précis où il débat de l'épineuse question du Tchad. Non seulement votre compétence, vos qualités humaines sont unanimement appréciées, mais aussi, vous êtes le représentant d'un grand pays, la France, dont l'œuvre immense ne s'est pas limitée à l'hexagone mais s'est étendue à tous les continents, particulièrement à l'Afrique et au Tchad. C'est dire notre conviction que le présent débat ne pourra qu'aboutir à d'heureux résultats.

51. Je manquerais à un grand devoir si je ne saisisais pas cette occasion pour remercier le représentant de la Chine, qui a su si bien, avec son habileté coutumière, présider les travaux du Conseil au cours du mois précédent.

52. Il y a quatre mois, ceux qui aujourd'hui sont encore venus porter plainte contre la Libye devant le Conseil avaient voulu nous faire croire que le régime actuellement en place à N'Djamena avait apporté la paix et la concorde au Tchad. La délégation béninoise était de celles qui ne partageaient pas ce point de vue et aujourd'hui, la réalité est venue s'imposer à eux dans toute sa force brutale, une réalité faite d'affrontements sanglants dans lesquels périssent des milliers de frères tchadiens.

53. Ainsi donc, le retour de M. Hissein Habré à N'Djamena n'aura pas apporté cette paix tant souhaitée, et les combats qui font aujourd'hui rage dans ce pays, avec la participation de forces extra-africaines, étaient prévisibles. En effet, les faits sont là, indéniables, têtus. Les forces armées du Nord ne sont-elles pas entrées par la force à N'Djamena, et cela au mépris et en contravention des appels répétés à la réconciliation nationale ? N'ont-elles pas chassé par la force les dirigeants du gouvernement d'union nationale de transition auxquels l'OUA, à travers l'Accord de Lagos [S/14378, annexe I], avait conféré une légitimité incontestée ?

54. Comment peut-on dès lors s'étonner que les dirigeants du gouvernement d'union nationale de transition s'emploient aujourd'hui par la force à restaurer un pouvoir qui leur a été usurpé par la force ? Cela n'était que trop prévisible parce que légitime. A notre connaissance, aucune instance n'a encore dénié au gouvernement d'union nationale de transition sa légitimité. Et précisément parce qu'il représente encore le peuple tchadien, nul ne peut lui contester le droit de faire appel à l'aide de qui bon lui semble.

55. Qui est le rebelle ? Voilà une question que la plupart des orateurs qui nous ont précédés n'ont pas

osé poser. Qui donc se rebelle contre qui ? Est-ce M. Goukouni Weddey ; Est-ce M. Hissein Habré ?

56. A ceux à qui la réponse ne paraîtrait pas évidente et qui se réfèrent à la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Addis-Abeba en juin dernier comme étant celle qui aurait donné une nouvelle virginité aux nouveaux dirigeants de N'Djamena, à ceux-là, il suffira de rappeler que le refus du gouvernement d'union nationale de transition de reconnaître le fait accompli, bien antérieur à la tenue de cette conférence s'inscrivait bien dans le cadre de la légitimité de l'Accord de Lagos.

57. Tous ces éléments montrent pleinement la vraie nature des combats qui se poursuivent aujourd'hui au Tchad : une lutte fratricide. Mais, malheureusement, dans ce conflit qui oppose deux frères ennemis, on a voulu voir une main extérieure, celle de la Libye. Il est vrai, en politique, et pas en politique seulement, la recherche d'un bouc émissaire a souvent constitué un habile stratagème.

58. Trop d'inexactitudes, de contre-vérités et de mensonges ont émaillé l'intervention de l'envoyé spécial de M. Hissein Habré hier à cette tribune [2463^e séance].

59. C'est ainsi que mon pays, la République populaire du Bénin, pays qui a toujours témoigné au peuple martyr du Tchad une sollicitude et une compassion à tous égards, est accusé de servir de lieu de transit à des mercenaires que la Libye enrôlerait dans ses rangs. C'est là une accusation gratuite, mensongère, que ma délégation rejette avec tout le mépris que cela mérite. La seule ingérence que la République populaire du Bénin se permettra dans les affaires intérieures du Tchad, c'est de continuer comme par le passé à apporter au peuple frère tchadien toute la sollicitude dont elle est capable.

60. Mais on a surtout accusé la Libye d'agresser le Tchad et tous les malheurs qui fondent depuis plus de 20 ans sur ce pays proviendraient de la politique libyenne. Sur ce point, il y aurait beaucoup à dire. Et pourtant, nous nous limiterons à quelques remarques. Le roi Idris avait-il des plans d'agression qu'il aurait légués, au moment de sa chute, au président Kadhafi ? Des preuves irréfutables ont-elles été fournies par ceux qui lancent de telles accusations ? M. Goukouni Weddey serait-il libyen parce qu'il a demandé et obtenu l'appui de la Libye ? S'il en était ainsi, les pays qui servaient de sanctuaires à M. Hissein Habré et lui fournissaient armes et soutien lorsqu'il combattait le gouvernement d'union nationale de transition légitimement en place à N'Djamena devraient être les premiers à être traduits devant le Conseil pour avoir soutenu l'agression contre le Gouvernement légal du Tchad.

61. Non, il ne faudrait pas que l'arbre nous cache la forêt, que certaines apparences, qui ne sont après tout que les conséquences d'un certain état de choses, occultent la véritable nature de l'imbroglio tchadien.

Les véritables problèmes du Tchad sont ceux que lui a légués la colonisation et que les maladies infantiles de l'indépendance, telles que la lutte pour le pouvoir personnel, n'ont fait qu'exacerber.

62. Il est vraiment regrettable que ce conflit fratricide n'ait pu être contenu dans ses dimensions purement internes et que des forces extra-africaines aient cru devoir intervenir. Les raisons qui ont été invoquées pour cette intervention n'ont malheureusement pas convaincu ma délégation. Les accords au nom desquels les décisions d'intervention ont été prises étaient-ils caducs au moment où le gouvernement d'union nationale de transition, légal et légitime, subissait les assauts de M. Hissein Habré ? A quelles fins inavouables sont destinées ces interventions ? Sont-elles de nature à instaurer cette paix tant désirée au Tchad ? Peuvent-elles obliger les deux frères ennemis à s'asseoir enfin à la table de négociation ? N'ont-elles pas été entreprises uniquement dans le sombre dessin de certains de briser une fois pour toutes la révolution libyenne, dont le combat quotidien pour l'indépendance et le progrès de son peuple et des autres peuples opprimés constitue un véritable défi aux forces de l'impérialisme international ?

63. Les seuls vrais ennemis des peuples africains, contre lesquels nous appelons à la mobilisation générale, sont ceux qui leur dénie l'exercice de leurs droits les plus élémentaires. Ce sont les tenants du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid*. Ce sont ceux qui les exploitent, qui les pillent et les maintiennent dans le dénuement et la pauvreté. C'est contre ces vrais ennemis de l'Afrique que devraient se mobiliser toutes les énergies et les expéditions punitives. Aujourd'hui encore, toute la province de Cunene, en Angola, est occupée par les troupes fantoches de Savimbi, aidées par l'armée régulière de l'Afrique du Sud. Cet acte de guerre, comme toutes les autres agressions, n'a pas suscité autant de sollicitude de la part de ceux qui volent aujourd'hui au secours de M. Hissein Habré.

64. Deux poids, deux mesures. Dans la logique impérialiste, agressé ou agresseur, vous serez soutenu ou combattu selon que vous serez fantoche ou responsable.

65. Les sommes extraordinaires qui sont si généreusement consacrées à l'armement du Tchad ne rempliront pas, malheureusement, le ventre famélique de ce qui reste encore de la population tchadienne. Une telle générosité a des relents macabres.

66. La République populaire du Bénin l'a dit, et nous le répétons après bien d'autres : la solution du problème tchadien doit être nationale et africaine, et la République populaire du Bénin se prononce fermement pour la tenue d'une conférence de réconciliation nationale, sans exclusive, sous les auspices de l'OUA, la seule qui soit réellement habilitée à connaître du problème tchadien. C'est dire que le Conseil, tout en lançant un appel pour que cesse ce combat fratricide,

devra inviter les puissances extra-africaines à évacuer immédiatement leurs contingents et leurs engins de mort de ce pays.

67. Prêts pour la révolution. La lutte continue.

68. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant du Kenya. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

69. M. OKEYO (Kenya) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom de ma délégation et en mon nom personnel, je voudrais vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Ma délégation est heureuse de voir la France, pays que vous représentez à l'Organisation des Nations Unies et qui a de bonnes relations avec mon pays, présider les débats de cet organe. Ma délégation est certaine que votre très grande expérience de diplomate permettra au Conseil de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la communauté internationale.

70. Je voudrais également remercier votre prédécesseur, le représentant de la Chine, pour l'excellente manière dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

71. C'est cette année, en mars [2419^e séance], que le Conseil a été saisi du problème du différend frontalier entre deux pays frères, le Tchad et la Libye. Bien que mon pays n'ait pas participé au débat à ce moment-là, le Kenya a toujours estimé que le différend frontalier devait être réglé conformément à la résolution AHG/Res. 16 (I), adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa première session, tenue au Caire du 17 au 21 juillet 1964 et qui stipule que tous les Etats membres s'engagent à respecter les frontières existant au moment où ils ont accédé à l'indépendance. Cette décision a été prise après que l'on eut constaté que presque tous les pays africains étaient vulnérables en ce qui concerne les différends frontaliers. Si nous avions pris part au débat, nous aurions encouragé le règlement de différends territoriaux dans l'esprit de la décision du Caire.

72. A ce propos, ma délégation est d'avis que tous les accords internationaux conclus antérieurement au sujet des incidents de frontière ont été remplacés par l'Article III de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine³.

73. Ma délégation a décidé de prendre part au présent débat en raison de la manière flagrante dont l'intégrité territoriale du Tchad a été violée par la Libye et en raison aussi de notre profonde inquiétude face à l'aggravation de la situation en matière de sécurité au nord du Tchad. Nous avons décidé de prendre part au débat afin d'aider le Conseil à trouver une solution au problème qui menace la sécurité et la paix du peuple tchadien.

74. Le Conseil a une très importante responsabilité et il doit agir rapidement de manière à stabiliser la situation explosive qui règne au Tchad. La communauté internationale doit tout faire pour que règne une atmosphère de bon voisinage entre deux Etats membres de l'OUA, la Libye et le Tchad.

75. Il nous paraît tout à fait inacceptable qu'un Etat quelconque viole le principe de l'intégrité territoriale d'un autre Etat et s'ingère ainsi dans les affaires intérieures de cet Etat. De même, nous rejetons d'emblée tout règlement des différends entre Etats par le recours à la menace ou à l'emploi de la force.

76. Tels sont, nous semble-t-il, les principes fondamentaux des relations internationales entre Etats qui doivent régir le comportement mutuel des Etats membres. Ce sont aussi les principes fondamentaux consacrés dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et dans la Charte des Nations Unies.

77. Voilà pourquoi le Conseil doit examiner les faits afférents à ce conflit et faire des recommandations pouvant favoriser le règlement pacifique du problème qui existe actuellement au Tchad. Le Conseil doit assumer sa responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Cette responsabilité lui incombe également dans ce cas particulier.

78. L'affaire dont le Conseil est saisi aujourd'hui avait été portée aussi devant l'OUA lors de la dix-huitième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, à l'époque où le Président de mon pays, M. Daniel Arap Moi, en était le Président. A cette conférence, tenue à Nairobi du 24 au 27 juin 1981, l'OUA avait demandé qu'une assistance soit donnée au Tchad pour qu'il puisse se doter d'une armée nationale¹. Les dirigeants africains souhaitaient que le Tchad rétablisse le mécanisme administratif que 17 années de lutte avaient détruit. L'OUA espérait mettre au point une formule visant à contenir les deux forces, celle du président Hissein Habré et celle de M. Weddey. L'idée des dirigeants africains était d'organiser un référendum national et des élections nationales propres à créer une atmosphère propice à la réconciliation et aux négociations. Les dirigeants africains voulaient également que l'OUA assume la responsabilité de trouver des fonds pour la reconstruction de l'économie tchadienne, ce qui devait se faire au moyen d'une conférence d'annonce de contributions organisée par l'OUA et l'Organisation des Nations Unies.

79. En dépit des bonnes intentions de l'Afrique, que je viens de rappeler, la guerre civile continue de faire rage au Tchad. Il appartient maintenant au Conseil de trouver les causes de ces troubles et d'y mettre fin. L'intervention de la Libye dans cette situation n'a rien de facile; en fait, les choses s'en sont trouvées compliquées.

80. Les efforts entrepris par l'OUA pour faire régner l'esprit de réconciliation au Tchad ont été déjoués par

l'attitude négative de l'ancien président, M. Weddey, lorsqu'il a rejeté l'idée préconisée par l'OUA d'organiser des élections nationales. Le Kenya estime par conséquent que les mesures suivantes devraient être prises.

81. Premièrement, condamner l'incursion de la Libye en territoire tchadien et demander au Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, dans un esprit de compromis, de retirer immédiatement et inconditionnellement ses forces du territoire tchadien.

82. Deuxièmement, le Conseil doit faire tous les efforts possibles pour trouver les moyens de mettre en place au Tchad un gouvernement d'union nationale et de favoriser des négociations en étant pleinement conscient que le Gouvernement tchadien est celui de M. Habré. Mon gouvernement estime, compte tenu de ce qui se passe au Tchad, que c'est le Gouvernement de M. Habré qui contrôle le pays et reconnaît en conséquence ce gouvernement.

83. Troisièmement, le Kenya s'oppose énergiquement au recours à la force en tant que moyen de régler les différends et le Conseil doit condamner les actes d'agression commis contre le Tchad.

84. Quatrièmement, le Conseil doit utiliser tous les moyens disponibles pour enrayer toutes nouvelles hostilités au Tchad et s'efforcer de rétablir l'ordre et d'assurer la sécurité des civils.

85. Cinquièmement, le Conseil doit répondre à l'appel du Tchad pour une assistance qui lui permettrait de recouvrer son intégrité territoriale afin de poursuivre ses programmes de développement à l'intention de la population.

86. Sixièmement, les forces militaires de la Libye dans la région d'Aouzou doivent être retirées entièrement de même que celles qui sont actuellement à Faya-Largeau.

87. Le Kenya affirme que nous ne pouvons pas vivre dans un monde où des Etats qui se considèrent militairement bien équipés peuvent à leur guise et quand cela leur plaît envahir leurs voisins et s'emparer de leurs territoires lorsqu'ils estiment qu'il y va de leur intérêt. C'est là un comportement qui fait songer à l'anarchie et, en fait, à la loi de la jungle, comme d'autres l'ont dit avant moi.

88. Il est inconcevable qu'un Etat africain, agissant de propos délibéré et sans provocation ni menaces dirigées contre lui, puisse littéralement envahir un autre Etat en pénétrant sur son territoire ouvertement, comme la Jamahiriya arabe libyenne l'a fait jusqu'ici. Le Kenya ne peut rester silencieux en présence de cette conduite. Nous condamnons donc l'attaque de la Libye contre le Tchad; nous appuyons dans cette affaire le gouvernement du président Habré et nous demandons à la communauté internationale, et plus particulièrement au

Conseil, d'assumer leurs responsabilités en rappelant à l'ordre le Gouvernement libyen.

89. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que je viens de recevoir du représentant du Sénégal une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Sylla (Sénégal) prend place à la table du Conseil.

90. Le PRÉSIDENT : J'invite le représentant du Sénégal à faire sa déclaration.

91. M. SYLLA (Sénégal) : Monsieur le Président, vous me permettrez, avant d'entrer dans le vif du sujet, de vous adresser au nom de la délégation sénégalaise nos plus vives félicitations pour votre accession à la présidence pour le mois d'août. Les liens de longue tradition d'histoire et de culture ainsi que les excellentes relations qui unissent nos deux pays, la France et le Sénégal, justifient amplement le plaisir que nous éprouvons à vous voir accéder à ces très hautes fonctions. Ce plaisir est d'autant plus légitimé que votre compétence, vos qualités de diplomate rompu aux relations internationales et vos talents de négociateur chevronné nous confortent dans la conviction que les discussions du Conseil, sous votre houlette, seront menées à bon port. Votre souci de justice et votre parfaite connaissance des dossiers de politique internationale, et singulièrement de la question tchadienne dont est saisi aujourd'hui le Conseil, présagent de l'issue heureuse pour le peuple tchadien meurtri des déli-
bérations du Conseil.

92. Vous me permettez également de dire à M. Ling Qing le représentant de la République populaire de Chine, ce grand pays avec lequel le mien entretient des relations de cordiale coopération, l'appréciation de la délégation sénégalaise pour la sagesse et la manière efficace et digne d'éloges avec lesquelles il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois écoulé.

93. Enfin, qu'il me soit permis de vous remercier très sincèrement et de remercier également tous les membres du Conseil pour l'honneur que, tous, vous me faites en invitant la délégation sénégalaise à participer au débat. Ce faisant, vous donnez l'occasion à ma délégation d'apporter sa contribution aux discussions de l'importante question inscrite à l'ordre du jour, question qui préoccupe au plus haut point non pas seulement les Africains parce que directement concernés, mais également l'ensemble de la communauté internationale, dans la mesure où son non-règlement constitue, à n'en guère douter, une menace sérieuse pour la stabilité de la région et un danger réel pour la paix et la sécurité internationales.

94. Beaucoup d'orateurs l'ont dit avant moi, la situation qui prévaut actuellement au Tchad constitue très clairement une menace grave à la paix et à la sécurité dans cette partie du continent. En effet, en même temps qu'elle met sérieusement en danger l'existence même du Tchad en tant qu'Etat souverain, elle pourrait, de par les conséquences qu'elle risque d'entraîner, remettre fondamentalement en cause l'équilibre fragile sur lequel nos Etats sont bâtis depuis plus de deux décennies.

95. Par principe, par solidarité africaine et par souci humanitaire, les heures sombres que vit aujourd'hui le peuple frère tchadien, qui, du reste, n'a pratiquement jamais connu de paix civile depuis près de 20 ans, constituent pour mon pays une source constante de préoccupation. Les importants enjeux qui enveloppent ce conflit nous interdisent de demeurer passifs ou même indifférents à ce douloureux problème.

96. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération du Tchad nous a brossé hier [2463^e séance] un tableau clair et précis de la situation qui prévaut dans son pays. Notre propos ne sera donc pas ici de revenir sur l'historique de ce qui est devenu aujourd'hui une guerre entretenue par une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du peuple tchadien.

97. Notre contribution consistera plutôt à saisir l'occasion que nous offre ce débat pour dégager, à partir de la situation de fait créée actuellement, les principes par le respect desquels passe, à notre avis, le retour à la paix dans ce pays meurtri. Réduit à sa plus simple expression, le problème tchadien se résume en ceci qu'un pays souverain, dirigé par un gouvernement légitime reconnu par l'OUA, et qui siège ici même au sein de l'Organisation des Nations Unies, a fait l'objet d'une attaque menée de l'extérieur.

98. La subtilité de l'ingérence et les protestations d'innocence ne sauraient changer en rien la nature du problème. Bien sûr, des citoyens tchadiens, opposés à leur gouvernement, sont partie prenante dans cette ingérence, mais pour autant que nous sachions, ce douloureux conflit reste essentiellement alimenté de l'extérieur.

99. En effet, certains pays qui pour des raisons idéologiques, et beaucoup plus probablement pour des intérêts non avoués, ont choisi de contester la légitimité des Tchadiens qui dirigent leur pays au profit d'autres Tchadiens réfugiés à l'extérieur, se servent de ces derniers pour intervenir dans le pays sous le couvert d'une guerre, apparemment civile, mais qui est bien plus que cela. Les informations qui nous ont été fournies par le Gouvernement tchadien comme par divers organes indépendants de presse sont là pour confirmer cette thèse de l'ingérence.

100. Certes, il est loisible à tout Etat souverain de reconnaître ou non le gouvernement d'un autre Etat souverain, mais il serait pour le moins dangereux et en

tout cas condamnable de faire de cette non-reconnaissance un alibi commode pour fouler aux pieds le principe sacro-saint de la non-ingérence.

101. Tolérer une telle attitude dans le contexte africain aurait des conséquences aisément prévisibles : le chaos et la guerre réduiraient alors à néant, et pour pendant très longtemps, les efforts désespérés que nous menons tous les jours pour assurer à nos pays un avenir décent.

102. Dès lors, et pour autant qu'elle se soucie de préserver la paix et la sécurité sur notre continent, l'action du Conseil devrait, à notre avis, avoir pour objectif de mettre un terme à cette ingérence étrangère et de rétablir le Tchad dans sa souveraineté et son intégrité territoriale.

103. La réconciliation nationale dont certains ont parlé est sans doute une condition nécessaire au retour à la paix et à la stabilité, mais elle ne saurait se concevoir — et nous insistons sur ce point — sans le respect préalable de la souveraineté du Tchad.

104. Si des divergences idéologiques, des rivalités ethniques ou régionales existent entre Tchadiens, elles devraient être considérées comme des affaires purement internes à ce pays.

105. Le Bureau de l'OUA, réuni le 16 juillet dernier à Addis-Abeba, ne disait d'ailleurs pas autre chose quand il exprimait sa conviction que le destin du Tchad devait être uniquement déterminé par le peuple de ce pays.

106. A partir du moment où l'ingérence étrangère est établie, la communauté internationale se doit, à notre avis, d'aider le Gouvernement tchadien à restaurer l'autorité de l'Etat pour l'exercice effectif de la souveraineté du pays.

107. Reprenant les recommandations du Bureau de l'OUA, certains pays ont proposé ici hier, et pour parer au plus pressé, une cessation des hostilités et le retrait des troupes étrangères au Tchad. Mon pays estime qu'il s'agit là de propositions constructives, mais, à la lumière de l'expérience, elles ne sauraient être effectivement appliquées que si ceux qui sont aujourd'hui coupables d'ingérence y souscrivent formellement. C'est là une autre direction vers laquelle devrait tendre l'action du Conseil.

108. Nous pourrions alors, comme l'a demandé le Gouvernement tchadien, réactiver le comité *ad hoc* de l'OUA sur le différend tchado-libyen, différend qui, à notre avis pèse d'un poids considérable dans le conflit actuel.

109. Le sort est bien triste de ce peuple tchadien qui, depuis près de 20 ans, ploie sous le joug de longues luttes sanglantes aggravées aujourd'hui par l'ingérence étrangère. D'autres pays africains pourraient d'ailleurs partager le même sort si le Conseil ne prenait pas ses

responsabilités pour faire respecter la légalité dans le cadre des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Aujourd'hui se joue au Tchad une partie importante pour le destin du continent. Le défi est trop grave pour ne pas être relevé.

110. Déjà, une certaine opinion commence à entretenir l'idée qu'une partition du Tchad pourrait fournir la solution du conflit dans le pays. Mon pays, fidèle en cela aux principes auxquels il a souscrit dans le cadre de l'OUA comme dans celui de l'Organisation des Nations Unies, voudrait souligner ici le caractère particulièrement grave et dangereux d'un tel courant d'opinion. Nous l'avons dit dans le passé, nous le réitérons aujourd'hui : nous ne saurions en aucune circonstance adhérer à l'idée d'une quelconque partition d'un pays africain. Le Tchad doit être rendu à lui-même, dans la plénitude de son intégrité territoriale et de sa souveraineté recouvrée pour qu'enfin son peuple puisse jouir de son droit inaliénable de vivre en paix et de construire son avenir en fonction de ses choix.

111. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la République-unie du Cameroun. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

112. M. TOWO ATANGANA (République-unie du Cameroun) : C'est avec beaucoup de plaisir, Monsieur le Président, que ma délégation vous salue à la présidence du Conseil au moment où cette instance prestigieuse examine pour la seconde fois en moins de six mois le douloureux problème tchadien qui constitue pour votre gouvernement et pour le nôtre une cause de préoccupation grave. Guidées par vos talents de diplomate éminent, votre attachement à l'indépendance des Etats et à la paix, votre engagement dynamique enfin, à la défense de la liberté des peuples, ces délibérations aboutiront, nous en sommes sûrs, à une conclusion positive et conforme aux exigences du droit et de la morale internationale.

113. Je voudrais également présenter mes sincères félicitations au représentant de la République populaire de Chine, pays ami, M. Ling Qing, pour la manière magistrale dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

114. Je voudrais enfin vous remercier, ainsi que les membres du Conseil, de l'honneur insigne que vous faites à ma délégation en m'invitant à participer à ce débat que vous avez entamé le 3 août [2462^e séance], suite à la lettre adressée le 2 août au Président du Conseil par le représentant du Tchad. Dans cette lettre, le Gouvernement tchadien accusait son voisin du nord d'avoir entrepris contre lui une action de déstabilisation en lançant une attaque armée de grande envergure qui a abouti à la conquête de plusieurs villes du nord et de l'est du pays. Ces mots ont été repris hier ici même par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération du Tchad qui, au cours de son interven-

tion, a décrit en détail la gravité de la situation qui prévaut dans son pays [2463^e séance].

115. Le Conseil se trouve donc saisi d'une affaire particulièrement pénible qui oppose deux pays frères, deux voisins qu'il a récemment encore le 6 avril dernier, invités à régler leurs différends par voie de négociation [voir S/15688]. Nous sommes certains que tous les membres du Conseil mesurent l'importance que la communauté internationale attache à ce débat, compte tenu de la préoccupation de nombreux Etats, et surtout des plus faibles, qui voient avec inquiétude se développer la tendance à user de la force et de la menace de la force dans les relations internationales.

116. Nous avons également espéré que les décisions prises lors de la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Addis-Abeba en juin dernier, avaient tracé le cadre le plus approprié à la recherche d'une solution juste à ce douloureux problème. En effet, les chefs d'Etat et de gouvernement africains, à l'unanimité, avaient demandé à toutes les parties de s'abstenir de toute action qui risquerait d'aggraver davantage la situation. Ils avaient également demandé au comité *ad hoc* spécialement constitué à cet effet de poursuivre ses activités en vue de trouver dans les meilleurs délais les voies et moyens propres à résoudre ces différends⁴. Nous constatons aujourd'hui, que bien au contraire, la situation s'est dangereusement dégradée, au point que nous assistons à nouveau sur le territoire tchadien à une véritable guerre, avec des ramifications internationales fort inquiétantes pour la paix, la sécurité et la stabilité dans notre région.

117. Les événements qui se déroulent actuellement au Tchad sont sans commune mesure avec les opérations de guérilla qui ont semé le deuil et la désolation dans ce pays pendant de nombreuses années.

118. Aujourd'hui, la rébellion qui lutte contre le pouvoir légal de N'Djamena a engagé une véritable guerre classique, avec utilisation d'un armement massif et sophistiqué comprenant divers moyens d'assaut aérien et terrestre. Il va de soi que cette rébellion ne peut détenir un tel arsenal impressionnant qu'à partir d'une puissance extérieure disposant de grandes ressources. C'est cet appui extérieur sans réserve à la rébellion qui hypothèque gravement les efforts de réconciliation nationale préconisés par l'OUA et le Conseil.

119. Me félicitant de la mise au point que, dans votre sagesse, Monsieur le Président, vous avez faite hier concernant la légitimité du Gouvernement actuel du Tchad, je ne m'étendrai pas sur les allégations que certains orateurs ont pu exprimer à ce propos. Pour ma délégation, il n'y a qu'un gouvernement au Tchad. Ainsi que le déclarait le 31 mars dernier devant le Conseil [2428^e séance] Mme Simone Mairie, notre représentante, le Cameroun entretient les meilleures relations d'amitié et de coopération avec le gouvernement du président Hissein Habré, qui poursuit de louables

efforts pour restaurer l'unité nationale et la paix dont le Tchad a cruellement besoin.

120. En ce qui concerne la grave situation qui prévaut aujourd'hui au Tchad, mon pays avait déjà entrevu cette évolution dès le départ et rendu publique Sa position dans un communiqué de la Présidence de la République, en date du 8 juillet, qui se lit comme suit :

“Le Gouvernement camerounais est profondément préoccupé par les graves développements que connaît la situation militaire au Tchad, pays africain et voisin du Cameroun. Face à cette situation nouvelle, le Gouvernement camerounais, fidèle aux principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats africains tels que proclamés par la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, réaffirme sa conviction que le problème tchadien doit être réglé, résolu, en dehors de toute ingérence étrangère par des moyens pacifiques et dans le respect de la légalité. Il lance un appel solennel à la communauté internationale, notamment aux pays membres de l'OUA, pour que soient apportés au Gouvernement légal du Tchad tous les concours nécessaires pour la sauvegarde de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la stabilité du Tchad et pour que tout soit mis en œuvre pour le rétablissement de la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction dans ce pays déchiré.”

121. Nous attendons du Conseil qu'il assume pleinement les responsabilités qui lui incombent de par la Charte des Nations Unies et envisage rapidement les moyens de répondre aux espoirs que le peuple tchadien éprouvé a placés en lui.

122. Sir John THOMSON (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Je ne doute pas qu'en mon absence, lorsque j'étais en vacances, ma délégation vous a adressé, Monsieur le Président, ses félicitations et exprimé son admiration pour la manière dont vous avez dirigé les travaux du Conseil. Maintenant que je suis de retour, qu'il me soit permis de vous adresser personnellement mes félicitations et peut-être puis-je ajouter également mes sentiments de sympathie et de commiseration. Je le fais parce que j'ai moi-même présidé le Conseil lorsqu'il a examiné la question la dernière fois, fin mars, et je sais ce que c'est. A l'époque, nous avons eu un débat long, difficile et litigieux, dans lequel, je dois dire, les membres non alignés du Conseil ont joué un rôle remarquable et constructif. Nous sommes parvenus à une conclusion. Je suis désolé de dire qu'il est symptomatique de l'attitude du monde à l'égard du fonctionnement du Conseil que cette conclusion semble n'avoir produit aucun effet.

123. Quelque quatre mois après, nous revoilà devant la répétition exacte de la situation précédente — en pire encore. C'est peut-être simplement parce que j'ai eu la chance d'être en vacances et que je ne me suis pas trop préoccupé en détail des affaires du monde que je reviens aux observations que le Secrétaire général avait

formulées dans son rapport sur l'activité de l'Organisation de 1982² au sujet des responsabilités du Conseil et du sérieux avec lequel nous devons tous prendre ces responsabilités. Il ne s'agit pas simplement de nos propres intérêts nationaux. Nous avons une responsabilité collective; nous devons, si possible, résoudre les problèmes ou, en tout cas, essayer de les alléger. Nous ne pouvons compter le faire — et je pense que c'est l'esprit du rapport du Secrétaire général — si nous n'employons pas les mots avec honnêteté.

124. Je n'avais pas l'intention de prendre la parole ce matin. Mais, en écoutant une partie du débat, je ne peux m'empêcher d'avoir l'impression que nous nous laissons aller à employer des clichés sans trop songer à ce qu'en fait ils signifient et sans vraiment nous demander si nous n'appliquons pas le système de deux poids, deux mesures ou des déclarations différentes suivant les différentes parties du monde.

125. Mon collègue soviétique nous a tous invités à appeler les choses par leur nom. Je pense que le principe est excellent. Mais je voudrais rappeler que, dans le même souffle, il a également dit que son gouvernement appuyait pleinement l'OUA mais n'appuyait pas tout à fait, m'a-t-il semblé, la décision prise lors de la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue en juin dernier à Addis-Abeba, sur la question de savoir quel est le Gouvernement légitime du Tchad. Si nous devons appuyer pleinement l'OUA, que nos paroles signifient alors ce qu'elles signifient vraiment.

126. Puis, il nous a dit que son gouvernement appuyait pleinement le mouvement des pays non alignés, dont il a dit, à juste titre, qu'il rejetait catégoriquement l'idée de sphères d'influence. C'est une affirmation importante, mais s'applique-t-elle également à l'Europe de l'Est et à l'Afghanistan ? Les sphères d'influence sont des sphères d'influence.

127. Ensuite, il a condamné l'ingérence des Etats-Unis et de la France dans les affaires du Tchad, négligeant, je crois, de mentionner qu'ils avaient été invités par le gouvernement légitime de ce pays. Il a qualifié d'impérialistes les actions entreprises par ces deux gouvernements, disant qu'elles équivalaient à imposer un régime néo-colonial. Il me faudrait demander aux membres du mouvement des pays non alignés, qui ont voté à une majorité écrasante en faveur de la résolution sur l'Afghanistan — 118 voix pour, je crois — s'ils ne pensent pas que c'est là une description des plus exactes de la situation en Afghanistan.

128. Pas un mot n'a été dit de l'intervention libyenne au Tchad.

129. J'ai été poussé à faire cette intervention spontanée, non pas tant en raison du fond de la situation que nous examinons au titre du point de l'ordre du jour, sur lequel je reviendrai peut-être plus tard, mais parce que, si nous voulons que le Conseil fonctionne comme

l'avaient prévu ses pères fondateurs et si nous voulons répondre à l'appel du Secrétaire général contenu dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation et nous rappelant nos responsabilités, nous devons vraiment utiliser les mots avec honnêteté.

130. Le PRÉSIDENT : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la FRANCE.

131. Le Conseil a entendu hier la déclaration faite par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération du Gouvernement du Tchad [2463^e séance]. Est-il nécessaire de rappeler qu'il s'agit du gouvernement d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, que ce gouvernement a été reconnu par l'OUA et par le mouvement des pays non alignés, que son représentant siège à l'Organisation et que le Conseil lui-même a reconnu sa légitimité dans sa déclaration du 6 avril dernier [S/15688].

132. Le Gouvernement légitime du Tchad n'a cessé de manifester son intention de régler de façon pacifique les différends qui peuvent l'opposer à ses voisins. Or il vient d'être l'objet d'une agression caractérisée d'une puissance étrangère dont les preuves ont été clairement apportées, subissant en particulier des bombardements répétés et de grande ampleur dirigés non seulement contre des objectifs militaires mais aussi contre les populations civiles parmi lesquelles ils font de nombreuses victimes.

133. L'agression militaire dont est victime le Tchad s'accompagne bien sûr de son cortège de victimes et de destructions. Le récit émouvant et parfois bouleversant m'en a été fait par le secrétaire d'Etat tchadien dès son arrivée à New York.

134. Devant le caractère dramatique et l'extrême gravité de la situation, le Gouvernement du Tchad, présidé par M. Hisssein Habré, a fait appel au Gouvernement français pour que soient mises en œuvre les dispositions de l'accord de coopération signé entre les deux pays en 1976.

135. Conformément aux engagements qu'elle avait alors pris, et comme elle en avait donc le devoir, la France a répondu à cet appel dans les conditions qui avaient été prévues, en adaptant et en proportionnant son aide à la nature des combats.

136. En respectant ses engagements et en assumant ses responsabilités, le Gouvernement français ne poursuit d'autre but que de permettre au Tchad d'exercer pleinement son droit à la légitime défense, en pleine conformité avec le droit international tel qu'il est consacré par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

137. La France souhaite en effet que les problèmes du Tchad puissent être réglés pacifiquement entre Tchadiens. Aussi estime-t-elle que toute intervention extérieure dirigée contre le Gouvernement tchadien doit

cesser et, par conséquent, qu'il doit être mis un terme à l'intervention armée venue de l'extérieur. Celle-ci risque de conduire à l'internationalisation de la situation, ce que la France a toujours voulu éviter. C'est à cette condition que l'OUA pourra recouvrer le rôle qui lui revient dans cette affaire conformément à la résolution adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement lors de la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Addis-Abeba en juin dernier⁴, résolution qui invitait les deux parties aujourd'hui en guerre et désignées par cette résolution à rechercher par la négociation une solution à leur différend dans le cadre du comité *ad hoc* de médiation créé par l'OUA.

138. Le Gouvernement du Tchad a lancé un appel pressant au Conseil, organe responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet appel doit être pris en très sérieuse considération.

139. Je reprends maintenant mes fonctions de PRÉSIDENT.

140. Il est maintenant 13 h 5. Il avait été convenu hier que les débats sur la plainte tchadienne occuperaient la matinée d'aujourd'hui et que l'on reprendrait cet après-midi l'examen de la plainte libyenne. Je constate que le représentant du Tchad, le représentant de l'Union soviétique et le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne ont demandé la parole. Etant donné que j'ai invité, comme chacun sait, tous les membres du Conseil et le Secrétaire général à venir déjeuner, je crois qu'il serait peut-être plus conforme aux égards que nous devons au Secrétaire général et aux égards que je dois aux membres du Conseil et à mes autres invités que, si le Conseil en est d'accord, nous poursuivons l'examen du point relatif à la plainte tchadienne à 15 h 30, de manière à pouvoir entendre les trois orateurs qui ont demandé à intervenir.

141. Je pense que le représentant de l'Union soviétique voudrait s'exprimer sur la proposition que je viens de faire. Je lui donne la parole sur ce point.

142. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : En tant qu'homme objectif, je pense, Monsieur le Président, que vous allez me donner la possibilité d'intervenir à la suite de la déclaration que vient de faire le représentant du Royaume-Uni.

143. Le PRÉSIDENT : Mon souci est uniquement de faire en sorte que le débat puisse rester dans la limite de temps qui avait été prévu hier et compte tenu de ce que je viens de rappeler à l'instant. Je crois donc qu'il serait plus convenable que nous reprenions à 15 h 30, car je ne vois pas pourquoi je devrais traiter différemment le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, le représentant de l'Union soviétique ou le représentant du Tchad.

144. Cela dit, si le représentant de l'Union soviétique n'a, disons, qu'un mot à dire, je ne voudrais pas le priver du plaisir qu'il peut avoir à le dire.

145. Le représentant de l'Union soviétique a envie de dire un mot. Je lui donne la parole.

146. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : En écoutant l'intervention du représentant du Royaume-Uni, j'ai admiré la façon dont certains pays membres de l'OTAN se repassent le ballon. Il semble bien que le représentant des Etats-Unis se soit suffisamment épuisé dans cet exercice pour laisser sir John, plein d'une vigueur renouvelée après ses vacances, prendre la relève. Je dois noter que le représentant du Royaume-Uni n'a pas nié que la politique des pays occidentaux en Afrique était une politique de division de l'Afrique en sphères d'influence. Il serait du reste difficile de le nier maintenant, après l'aveu fait hier à ce sujet par le représentant de la puissance suprême, les Etats-Unis. Cependant, le représentant du Royaume-Uni s'est efforcé d'attribuer ses intentions de division du monde en sphères d'influence à quelqu'un d'autre et, bien entendu, il s'est aussitôt écarté de l'ordre du jour du Conseil.

147. Je m'en tiendrai, quant à moi, strictement à l'ordre du jour. Si on veut parler de sphères d'influence en Afrique, il s'agit là de la politique traditionnelle du Royaume-Uni. C'est le Royaume-Uni qui a divisé l'Afrique en sphères d'influence et qui, avant tout, s'est taillé le plus grand morceau. Et le Royaume-Uni n'a pas voulu partir de bon gré d'Afrique. Sir Winston Churchill, Premier ministre du Royaume-Uni, avait dit qu'il n'était pas devenu Premier ministre de l'Empire britannique pour présider au démembrement de l'Empire, et nous avons été témoins des atrocités commises par le Royaume-Uni dans cette Afrique qu'il ne voulait pas quitter. Il suffit de rappeler ce que les colonialistes britanniques ont fait au Kenya.

148. Une dernière réflexion. L'intervention faite aujourd'hui par le représentant du Royaume-Uni constitue à mes yeux une preuve de l'intérêt renouvelé porté par ce pays en matière de sphères d'influence impérialistes en Afrique.

149. Le PRÉSIDENT : Je vais maintenant suspendre la séance jusqu'à 15 h 30, et nous continuerons à discuter sur la même question.

150. Je rappelle que nous avons prévu que le Conseil reprendrait l'examen de la question concernant la demande de la Jamahiriya arabe libyenne à 16 heures. Le Conseil le reprendra immédiatement après que la liste des orateurs inscrits pour parler de la plainte du Tchad aura été épuisée.

La séance est suspendue à 13 h 15; elle est reprise à 16 h 20.

151. Le PRÉSIDENT : Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a demandé la parole. Je l'invite à faire sa déclaration.

152. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Hier, et aujourd'hui également, j'ai demandé la parole pour exercer mon droit de réponse, mais malheureusement, je n'ai pu le faire car la séance a été levée. Puisque je fais maintenant une déclaration, je formulerai les remarques suivantes.

153. Le porte-parole d'Hissein Habré a dit que sa présence ici était une preuve de légitimité, mais nous disons nous que l'une des raisons pour lesquelles la question de la situation au Tchad a été soulevée est de légitimer le régime Habré en discutant de la question au Conseil. Une autre raison pour cela était de trouver l'occasion d'étendre la campagne de presse virulente menée par le Gouvernement des Etats-Unis, les organisations sionistes et l'Afrique du Sud contre la Jamahiriya arabe libyenne en se servant de M. Habré comme d'un instrument dans cette campagne. La Jamahiriya arabe libyenne suit une politique de non-alignement et appuie les mouvements de libération, en particulier ceux qui luttent contre les deux régimes racistes en place en Afrique du Sud et en Palestine. Cela ne saurait plaire aux Etats-Unis.

154. Nous tenons à le redire : si M. Hissein Habré jouit d'une certaine popularité au Tchad, pourquoi doit-il être gardé à N'Djamena par des milliers de soldats des Etats-Unis, de la France et du Zaïre et par des mercenaires européens ? Pourquoi certaines zones orientales qu'il contrôle sont-elles gardées par des troupes et des mercenaires venus du Soudan qui ont quitté Khartoum qui est gardé par des troupes égyptiennes qui s'y trouvent pour protéger le régime de la fureur des Soudanais ? Ces mercenaires et ces forces soudanaises ont été organisées et transportées au Tchad avec l'aide des Etats-Unis.

155. Qui a occupé Abéché et Oum-Chalouba ? Nul autre que les forces nationalistes tchadiennes sous la direction de Goukouni Weddey.

156. La situation au Tchad ne sert qu'à justifier le retour en Afrique des puissances coloniales pour qu'elles puissent y reprendre leur politique d'hégémonie. La tragédie du Tchad est une conséquence directe du colonialisme français sous lequel le peuple tchadien a dépéri et le résultat de la politique persistante d'intervention de la France.

157. La déclaration faite au sujet de l'envoi de 680 parachutistes français au Tchad à des seules fins d'entraînement — tous les renseignements dont nous disposons indiquant que les forces d'Hissein Habré comptent tout au plus 3 000 hommes qui se trouvent en dehors de N'Djamena — nous laissent songeurs. Il semblerait que dans le système militaire français il faille un entraîneur pour quatre soldats. L'envoi de ces troupes ne saurait s'inscrire dans le cadre de l'accord de

coopération entre la France et le Tchad et n'est rien d'autre qu'une intervention militaire flagrante dans la guerre civile en cours. Pourquoi les troupes françaises ne sont-elles pas intervenues pour aider le gouvernement d'union nationale de Goukouni Weddey quand il luttait contre Hissein Habré ? Pourquoi le Gouvernement français a-t-il déclaré qu'il ne donnerait aucune aide au Tchad avant le retrait des troupes libyennes qui étaient au Tchad sur la demande officielle d'un gouvernement légitime et conformément aux termes d'un traité conclu avec ce gouvernement ? Pourquoi la France a-t-elle fourni équipement et matériel à Hissein Habré ? Afin qu'Habré puisse usurper l'autorité après le départ des troupes libyennes. Les renseignements dont nous disposons confirment que les troupes françaises ont été expédiées au Tchad pour commander les troupes zaïroises dans leur avance sur le nord du Tchad pour attaquer les forces du gouvernement d'union nationale de transition après qu'Hissein Habré eut perdu la plupart de ses hommes et se fut retrouvé avec une poignée de mercenaires seulement.

158. Monsieur le Président, vous avez fait une déclaration indiquant que vous parliez en votre qualité de président du Conseil et je voudrais faire des observations à ce sujet. Je me demande si votre déclaration avait reçu l'accord préalable de tous les membres du Conseil. En tant que président, vous pouvez citer toute déclaration ou résolution du Conseil, mais il ne vous appartient pas, en cette qualité et en tant qu'arbitre impartial, de donner une quelconque explication à leur sujet. Vous pouvez, bien entendu, exprimer librement le point de vue de votre pays en tant que représentant de la France et nous lui accordons tout le respect qui lui est dû.

159. Je voudrais déclarer ici que mon pays rejette les observations que vous avez faites hier en tant que président; nous les considérons comme représentant uniquement le point de vue de la France.

160. Dans le même ordre d'idées, une déclaration du Conseil mentionnant des pays africains et l'Afrique du Sud signifierait-elle que ces pays considèrent comme légitime le régime raciste d'Afrique du Sud ? Evidemment non.

161. Le Conseil ne peut donc obliger un Etat à reconnaître le Gouvernement d'un autre Etat, car c'est là le droit souverain des Etats et nous, Libyens, ne reconnaissons qu'un gouvernement au Tchad — le gouvernement d'union nationale de transition dirigé par Goukouni Weddey.

162. Notre position sur la situation au Tchad est claire à cet égard. Mais nous demeurons neutres en ce qui concerne la guerre civile. Nous sommes du côté de la réconciliation nationale sur la base de l'Accord de Lagos [S/14678, annexe I] qui a la bénédiction de l'OUA. Nous appuyons toujours les efforts de l'OUA dans ce sens. Nous demandons le retrait de toutes les forces étrangères du Tchad et la cessation des fournitures d'armes au rebelle Hissein Habré.

163. Nous devons rectifier ce qui a été dit devant le Conseil en ce qui concerne l'avion libyen abattu et la capture de son pilote. Le pilote de cet avion était membre du Club libyen d'aéronautique; son appareil a été abattu au-dessus du territoire tchadien en 1981 et Hissein Habré l'a fait mettre en prison. Cela a été diffusé à l'époque par Radio-N'Djamena et l'agence de presse soudanaise. Hissein Habré a ensuite libéré le pilote pour appuyer ses allégations relatives à l'intervention libyenne.

164. Je voudrais maintenant parler des déclarations faites au Conseil dans lesquelles on a essayé de dissimuler les faits et de décrire cet incident comme un différend entre la Libye et le Tchad. Sinon, comment ces délégations pourraient-elles parler d'une intervention libyenne qu'on a pas encore prouvée sans parler de la présence de troupes étrangères de divers Etats qui ont explicitement déclaré qu'ils intervenaient au Tchad ? Mais il semble que les principes aient été ignorés en raison de la soif de dollars américains et des pressions exercées par les Etats-Unis, la France et l'autres pays.

165. Le peuple tchadien n'a pas besoin de l'intervention impérialiste. Il a besoin d'une initiative sincère qui lui permette de parvenir à la réconciliation nationale et de mettre fin à la rébellion conduite par Hissein Habré, appuyé par des mercenaires venus du monde entier.

166. Quant aux observations et critiques du représentant du Zaïre, je dirai qu'il a employé des termes malheureux, parlant de vols et de voleurs. A ce sujet, je citerai certaines sources occidentales qui lui apporteront une réponse très claire.

167. Voici ce que disait la revue *Time* du 10 janvier 1983.

"une grande partie de l'argent prêté n'a pas été dépensée judicieusement..."

"Pis encore; la corruption pénètre dans tout le régime. "Il est généralement reconnu", dit un rapport de la Commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis terminé en mars "qu'il [Mobutu] a réussi à amasser une fortune personnelle légendaire aux dépens de la nation." Les dessous de table sont chose courante, les amis du Président contrôlant d'importants secteurs de l'économie. "C'est la cupidité d'une poignée au sommet qui maintient le pays dans le marasme économique" dit un homme d'affaires belge. Un ancien conseiller financier du Zaïre se plaint en disant : "Nous avions de grands espoirs, mais c'est fini. C'est un pays qui fait rêver les gens puis qui les rend fous."

"Les hommes d'affaires ne sont pas les seuls à être désespérés. En 1978, le Fonds monétaire international (FMI) a envoyé Erwin Blumenthal, ancien haut fonctionnaire de la Banque fédérale d'Allemagne occidentale, comme directeur de la banque cen-

trale du Zaïre. *Time* a obtenu une copie du rapport secret qu'il a écrit au Directeur du FMI, Jacques de Larosière, au début de l'année dernière. Dans ce rapport, Blumenthal explique comment il a refusé des demandes de hautes personnalités concernant d'énormes sommes en liquide, atteignant jusqu'à 50 000 dollars, comment il a trouvé que le gouvernement avait payé 4 millions de dollars à un Belge qui était le précepteur du fils de Mobutu et comment il a découvert une différence de 32 millions de dollars entre ce qui était censé se trouver dans les comptes bancaires du gouvernement à l'étranger et l'argent qui y était en réalité.

"Blumenthal a quitté le Zaïre en 1979. Il a toutefois continué son enquête en Europe occidentale, obtenant de l'ancien Premier Ministre zaïrois Nguza Karl-I-Bond, qui vit maintenant en exil, une estimation selon laquelle la fortune privée de Mobutu serait supérieure à 4 milliards de dollars. La plus grande partie de cet argent se trouverait dans des comptes bancaires en Suisse... *."

168. Dans le *Wall Street Journal* du 26 juin 1980, on peut lire :

"David J. Gould, professeur à l'Université de Pittsburgh, qui a effectué une étude sur les lieux en 1977, dit qu'il a interviewé des hommes d'affaires, importants et moins importants, qui payaient un total de 100 000 dollars par mois en pots-de-vin au commissaire régional de la province de Shaba. Le salaire de cet homme était de 2 000 dollars par mois.

"C'est ainsi que les commissaires restent loyaux. Des officiers supérieurs de l'armée auraient aussi, dit-on, leurs arrangements. Aux échelons inférieurs, les soldats ont plus ou moins licence pour voler*."

169. Voici ce qu'il était dit dans le *New York Times* du 11 novembre 1979.

"Dissertation pour les étudiants diplomates : "Vous êtes ambassadeur dans un vaste Etat africain jadis prospère dirigé par un dictateur installé avec l'aide de la Central Intelligence Agency. Craint partout, il préside à la corruption et à la mauvaise gestion qui ont amené son peuple au bord de la famine..."

"..."

"L'économie est en ruines, avec une dette étrangère de près de 4 milliards de dollars, une inflation supérieure à 100 p. 100 et un revenu annuel par habitant inférieur à 160 dollars. Ses nombreux critiques accusent le Président de corruption personnelle, de favoritisme à l'égard de ses amis et des membres de sa tribu minoritaire, de dépenses prodigues et d'indifférence à l'égard du sort de son peuple. "Il est chef

* Cité en anglais par l'orateur.

d'Etat depuis 14 ans et combien d'hôpitaux a-t-il construits ? Pas un seul", dit un homme d'affaires zaïrois.

"L'instabilité est un mode de vie. Deux fois au cours des trois dernières années, des exilés zaïrois en Angola — appuyés par Cuba et la Russie — ont envahi Shaba. L'armée zaïroise a pillé et s'est enfuie. Ce n'est qu'avec l'aide de soldats belges, français... [et autres] que les envahisseurs ont pu être repoussés*."

170. Voilà pour le vol et la corruption dont le représentant du Zaïre a accusé les dirigeants de mon pays. A ce sujet, je tiens à dire que le colonel Muammar Kadhafi, chef de la révolution de mon pays, n'a pas de comptes privés spéciaux en Suisse ni dans aucun autre pays, ne fait pas le tour des capitales d'Europe et d'Amérique accompagné de concubines, mais consacre son temps aux intérêts de la révolution et de son peuple.

171. Le PRÉSIDENT : Le Conseil a entendu la déclaration du représentant de la Jamahiriya arabe libyenne qui a mis en cause la déclaration faite par le Président du Conseil. C'est une affaire grave. Personne n'a le droit de mettre en cause les actes du Conseil.

172. Je n'ai fait hier, en ma qualité de président, que rappeler la réalité des actes du Conseil dont tous les membres du Conseil sont témoins. Par conséquent je ne peux en aucun cas accepter, en tant que président du Conseil, la déclaration qui a été faite sur ce point par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne.

173. Je fais en outre observer qu'une déclaration de ce genre faite dans un débat sur une plainte déposée par le Gouvernement tchadien et qui remet en cause la légitimité ou l'existence de ce gouvernement conduit à une contradiction interne absolue.

174. Je vais maintenant m'exprimer en tant que représentant de la FRANCE.

175. En tant que représentant de la France, je ne m'abaisserai pas à répondre aux mensonges éhontés qui viennent d'être proférés par quelqu'un qui a mis en cause les actes du Conseil.

176. Je reprends mes fonctions de PRÉSIDENT.

177. M. NGUAYILA MBELA KALANDA (Zaïre) : Nous venons d'entendre le représentant interventionniste de Libye dans les affaires du Tchad qui voudrait étendre sa main jusqu'à intervenir dans les affaires intérieures du Zaïre.

178. Je ne sais pas si ceux qui ont lu le compte rendu ont vu quelque part un passage où je parlais du "vol" en Libye. S'il peut me convaincre, je lui donnerai raison, mais je crois que c'était bien entendu, que c'était clair

lorsque j'ai parlé ici que je n'ai pas fait mention de "vol" en Libye. En somme, le délégué de la Libye se présente devant le Conseil comme un serpent, comme un serpent abattu en deux, la tête d'un côté, la queue de l'autre; la tête crie "je veux te mordre, je veux te mordre, je veux te mordre". Alors qu'un serpent qui est déjà mort ne peut pas mordre. C'est ce qu'il fait. Il n'a pas d'argument. Il vient parler ici de la corruption dans mon pays, de l'existence de comptes à l'étranger, de la mauvaise répartition des biens dans mon pays. Mais je lui ai posé hier la question de savoir si, alors que les troupes du Zaïre sont au Tchad sur la demande du gouvernement de N'Djamena, les troupes libyennes sont au Tchad sur la demande du gouvernement de N'Djamena ? Vraiment, à cela il ne pourra pas répondre. Je lui donne le temps de réfléchir. Peut-être enverra-t-il un câble à Tripoli pour qu'il puisse nous donner une réponse.

179. Il nous a parlé de famine au Zaïre, de 4 milliards de dollars de dettes. Je ne sais pas s'il suit l'économie mondiale, s'il suit l'évolution de l'économie mondiale, s'il lit les rapports du FMI pour connaître combien de pays ont des dettes dans ce monde. Le Zaïre est-il le premier ? Veut-il que je lui donne la liste des pays africains qui ont des dettes ? Et les amis de la Libye ? Combien la Libye donne-t-elle à ces pays pour rembourser ces dettes ? Evidemment, c'est la légion islamique. Là, il a raison.

180. Il nous a parlé de l'existence d'une belle maison construite par le Président de mon pays avec les fonds nationaux. Je croyais qu'il voulait parler des fonds de la Libye et pas de fonds nationaux. Mais je ne peux pas lui répondre, ça ne sert à rien.

181. Comme hier — il a l'habitude d'aller prendre des coupures de journaux —, il a cité le *New York Times* en mentionnant 1979. En 1979, le Zaïre était-il intervenu dans les affaires du Tchad ? En parlant de 1979, de ce qui était écrit dans le *New York Times* voulait-il me suggérer que le Zaïre était au Tchad pour occuper une partie du Tchad ? Pour aller y chercher de l'argent ? Parce que nous avons des dettes ? Nous sommes allés au Tchad pour exploiter les richesses du Tchad ? Nous payons nos dettes; il ne peut pas dire cela. Comme l'a dit le représentant de mon pays, le 3 août, "lorsque vous voulez arrêter un fou qui est nu, il faut d'abord vous habiller vous-même, car si vous adoptez exactement la même méthode que lui, les gens vont se demander finalement qui est fou" [2462^e séance, par. 62].

182. Je crois que c'est la dernière réponse que je peux réserver au représentant libyen.

183. Le PRÉSIDENT : Le représentant du Tchad a demandé la parole pour exercer son droit de réponse. Je la lui donne.

184. M. BARMA (Tchad) : Décidément, le représentant de la Libye se moque du Conseil qui, pourtant, aux termes de la Charte des Nations Unies, est l'organe

* Cité en anglais par l'orateur.

principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Et le fait que le représentant d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies puisse se moquer impunément de cette façon d'un organe aussi prestigieux, chargé du maintien de la paix dans le monde, est chose grave. Ces articles des journaux, tout le monde les lit, et le représentant libyen ne nous apprend rien, absolument rien, en nous les rabâchant ici. Les membres du Conseil n'ont pas besoin, je pense, qu'il joue ce rôle d'attaché de presse. Dans toutes les missions à New York, il y a des attachés de presse et nous n'avons pas besoin que le représentant du colonel Kadhafi joue ce rôle.

185. Cela étant, il vous souviendra, Monsieur le Président, que le représentant de Kadhafi, à bout d'arguments, s'est contenté hier [2463^e séance] de citer pêle-mêle, comme il vient du reste de le faire, une série d'articles de journaux américains qui, selon lui, nieraient l'intervention militaire directe de son pays au Tchad. Pour ma part, je ne soumettrai pas le Conseil à cet exercice ennuyeux. Je vais citer simplement un petit passage de l'article du *New York Times* de ce matin, qui dit exactement le contraire de ce que le représentant libyen a prétendu affirmer, et ce passage se lit comme suit :

“Un expert militaire occidental a dit que 50 appareils libyens avaient mitraillé l'oasis, immobilisant ses défenseurs, tandis que des troupes appuyées par des blindés avançaient vers la ville*.”

186. C'est pourtant le *New York Times* qui, d'après le représentant libyen, nierait la participation de son pays au génocide commis contre le peuple tchadien. Cet article met donc clairement en lumière l'agression ouverte et non provoquée de la Libye contre le Tchad.

187. Quant à l'avion libyen abattu le 5 août à Faya-Largeau, son pilote a été présenté au public le 8 août au cours d'une conférence de presse; à cette conférence, il a déclaré clairement à l'intention de la communauté internationale que son avion avait été abattu à Faya-Largeau durant l'intervention d'une escadrille de 12 avions venus en même temps bombarder la ville [S/15928, annexe]. Que le représentant libyen ne vienne donc pas se moquer du monde et nous dire, en se faisant l'écho de l'agence officielle de son pays, que ce pilote aurait été capturé au cours de combats survenus en 1981. Si ces combats avaient eu lieu en 1981, pourquoi le gouvernement tchadien aurait-il attendu jusqu'à maintenant pour présenter ce pilote au public ? Ce pilote a-t-il dit aux représentants de la presse où il avait été gardé pendant ces deux années ? Je crois que cela n'est pas sérieux. Il a bien reconnu qu'il faisait partie d'un club d'aéronautique et qu'il était pilote de combat, formé dans un certain nombre de pays. Et ce ne serait pas un militaire ? Il a même cité les pays où il avait été entraîné. Il a aussi déclaré qu'il avait été fait prisonnier lors des opérations de Faya-Largeau du mois d'août en

cours. Les éléments sonores de cette conférence de presse, que nous détenons, sont à la disposition des membres du Conseil et peuvent donner la preuve des mensonges que profère le représentant libyen.

188. Ce matin, le représentant de l'Union soviétique a fait également une intervention à propos de la plainte du Tchad. Je n'ai pas réellement l'intention de répondre à cette déclaration, mais je voudrais faire observer au représentant de l'Union soviétique que son pays dispose actuellement de bases militaires dans une douzaine d'Etats. L'Union soviétique sème des missiles nucléaires dans les pays qui bordent l'occident et amasse en grandes quantités des Mig, des orgues de Staline et d'autres armes classiques dans le pays où elle a réussi à imposer son pouvoir pour en faire le fer de lance du social-impérialisme. L'Union soviétique dira que cela n'est possible que grâce aux accords d'amitié et de défense qu'elle a avec ce pays. Nous lui répondrons alors que c'est grâce à ces mêmes accords que nous avons lancé des appels aux pays amis, qui ont bien voulu y répondre. Nous ne sommes donc pas surpris que l'Union soviétique passe complètement sous silence le génocide qu'est en train de commettre la Libye contre le peuple tchadien. Il n'est un secret pour personne que le colonel Kadhafi ne sert en fait que de bras séculier pour l'expansionnisme soviétique en Afrique.

189. Quant à la déclaration faite par le représentant du Bénin, je dirai simplement que, comme au mois de mars dernier, malheureusement, le représentant du Bénin, mon frère Soglo, s'est fait encore une fois l'avocat — et il est le seul — de la Libye et que cela se comprend si l'on connaît la nature des relations qui existent entre son pays et la Libye. On comprendra également que le colonel Kérékou, qui est arrivé et se maintient au pouvoir par la force, ait ici un représentant qui puisse prôner l'emploi de la force pour la déstabilisation du Tchad. Cela est vraiment triste et désolant de la part d'un pays africain.

190. Le représentant du Bénin est en tout cas très mal placé pour parler de légitimité, car nous ne sommes pas ici pour discuter de la légitimité du Gouvernement tchadien. C'est un problème qui ne se pose pas. La grave question dont le Conseil est saisi est celle de l'agression ouverte commise par la Libye en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et des principes du mouvement des pays non alignés. C'est de ce problème que nous discutons, et non pas de légitimité. Vous n'avez pas réussi à mettre la légitimité du gouvernement en cause, ni au sein du mouvement des pays non alignés, ni à l'OUA, alors ne venez pas nous parler de légitimité ici pour détourner l'attention de l'opinion internationale du problème véritable, qui est celui de l'agression libyenne et au sujet duquel le Conseil doit prendre les mesures appropriées, car cette agression doit cesser.

191. Le président Kérékou, son maître à penser Kadhafi, et leur instrument maître-chanteur ici le repré-

* Cité en anglais par l'orateur.

sentant du Bénin, n'ont pas besoin de nous donner des leçons de légitimité. Toute l'Afrique, l'Afrique généreuse, l'Afrique humaniste, a honte de vous Messieurs, de vous, les soi-disant révolutionnaires.

192. Comme nous l'avons déjà dit, la Libye excelle dans l'art du mensonge et de la diversion. Si le mensonge pouvait tuer, il n'y aurait plus de Kadhafi ni de représentants de Kadhafi.

193. Le PRÉSIDENT : Le représentant de la Côte d'Ivoire a demandé la parole. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

194. M. ESSY (Côte d'Ivoire) : Dans son intervention d'hier soir [2463^e séance], le représentant de la Libye a dit que la Côte d'Ivoire connaissait des difficultés économiques et que sa position sur le problème tchadien procédait de je ne sais quelle promesse d'aide de la part des Etats-Unis. Je voudrais tout simplement demander au représentant de la Libye de me citer le nom de quelques pays en développement, et même de pays développés, qui ne connaissent pas à l'heure actuelle de difficultés économiques, à commencer par la Libye elle-même.

195. La Libye était un pays pauvre, très pauvre, et l'on sait que les ressources financières dont elle dispose ne procèdent pas d'un effort de sa population. C'est la raison pour laquelle elle peut les distribuer si généreusement. La Côte d'Ivoire connaît la valeur de l'effort.

196. La Côte d'Ivoire est un pays qui coopère avec tous les pays du monde. Elle coopère avec les pays occidentaux, avec les Etats-Unis — elle n'a pas honte de le dire — et avec d'autres pays également. D'ailleurs, nos frères arabes qui coopèrent dans le cadre du financement des barrages hydro-électriques en Côte d'Ivoire savent très bien que la Côte d'Ivoire n'est pas un pays qui accepte des conditions politiques dans sa coopération.

197. Un sage africain a dit qu'il y a deux sortes de folies incurables : le premier cas, c'est celui d'un riche qui devient brusquement pauvre, celui-là tombe dans une folie incurable. Le deuxième cas, c'est celui qui, très pauvre, sans aucune ressource, devient brusquement millionnaire, milliardaire; celui-là tombe dans une folie incurable. C'est ce deuxième cas qui se manifeste, hélas, sur la terre africaine et qui explique qu'on puisse aller soutenir des mouvements prétendument de libération en Asie, en Amérique latine et un peu partout dans le monde.

198. Je pense que, comme l'a dit le représentant du Tchad hier [*ibid.*], la Libye essaie de détourner le Conseil du vrai débat. Elle ne nous explique pas comment Goukouni, qui a quitté N'Djamena avec une valise et, d'après certains mêmes, aurait traversé la frontière à la nage, peut revenir quelques mois plus tard avec une escadrille d'avions — des Mig — et une armada de chars. Comment peut-on expliquer cela ? C'est ce que nous voulons entendre ici.

199. Je crois que les choses sont claires. Il s'agit de déterminer une agression. Je crois que nous avons la preuve irréfutable de l'agression libyenne contre le Tchad. Nous demandons tout simplement que cela soit reconnu par le Conseil et que l'on ne mette pas dans le même panier l'agresseur et l'agressé.

La séance est levée à 17 h 5.

NOTES

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Séances plénières, 32^e séance, par. 210.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 479, n° 6947.

³ A/36/534, annexe II, résolution AHG/Res. 102 (XVIII)/Rev.1.

⁴ A/38/312, annexe, résolution AHG/Res. 106 (XIX).

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 1 (A/37/1).